

# La banalisation du mot « ensauvagement » réjouit l'extrême droite

Le terme est utilisé par les identitaires et le Rassemblement national pour promouvoir l'idée d'une France fracturée

L'extrême droite exulte. Des réseaux sociaux aux chaînes d'information en continu, l'une de ses expressions favorites est très utilisée en cette rentrée politique. Jusqu'à diviser la majorité et une partie de l'exécutif. Le 24 juillet, le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, avait en effet choisi de parler d'«*ensauvagement d'une partie de la société*» dans un entretien accordé au *Figaro*. Le ministre de la justice, Eric Dupont-Moretti, est venu le récuser au micro d'Europe 1, mardi 1<sup>er</sup> septembre, affirmant que «*l'ensauvagement, c'est un mot qui (...) développe le sentiment d'insécurité*». Cocktail gagnant pour Marine Le Pen, qui en a profité pour fustiger les deux ministres.

Ce simple «*débat de mots*», selon la ministre déléguée chargée de la citoyenneté, Marlène Schiappa, qui a assumé ne pas être dérangée par le terme «*ensauvagement*», lundi sur France Inter,

est en fait très révélateur, selon la linguiste **Michelle Lecolle**. Plus que le mot, c'est son utilisation et son interprétation par la société qui offrent une victoire sémantique à la droite radicale.

«*Cette question dépasse la linguistique. Elle touche la question des médias, de la circulation des idées et des mots : qui l'a utilisé et dans quel champ lexical et notionnel il existe, développe l'enseignante-chercheuse à l'université de Lorraine. Quand Darmanin reprend le terme, il n'a pas besoin de préciser "ensauvagement de qui, de quoi?" On pense automatiquement "banlieues, immigration, etc". Ce ne sont pas les mots qui disent ça, mais ceux qui se les sont appropriés qui les ont chargés de ce sens.*»

A la fin des années 1990, Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'intérieur du gouvernement Jospin, avait déjà taxé de «*sauvageons*» les mineurs multi-

récidivistes. Le terme avait aussi été repris par Bernard Cazeneuve pour qualifier, en octobre 2016, une attaque contre des policiers à Viry-Châtillon (Essonne).

## « Relents colonialistes »

«*Le terme d'"ensauvagement", avec son idée d'un processus décliniste, appartient à la panoplie du discours alarmiste, millénariste, d'une décadence de la "civilisation" française, explique Cécile Alduy, chercheuse associée au Cevipof de Sciences Po. Dans "sauvage", on entend des relents colonialistes, et cette idée n'est pas seulement liée à l'extrême droite au départ de la "mission civilisatrice" de la France, de l'école, dans un combat contre des forces du mal "sauvages".*»

Mais c'est surtout à l'extrême droite qu'a prospéré, ces dix dernières années, le champ lexical de «*l'ensauvagement*». Sa diffusion passe avant tout par la popularisation, au sein de la droite radi-

cale, de l'ouvrage catastrophiste *La France Orange mécanique* (Ring, 2013), de Laurent Ober-tone, devenu une référence au sein du parti lepéniste.

Depuis, des identitaires aux cadres du Rassemblement national (RN) – qui avait même organisé un colloque intitulé «*De la délinquance à l'ensauvagement?*», en décembre 2018 – sans compter les «*unes*» de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* ou les sorties d'Eric Zemmour, c'est toute la galaxie de la droite radicale et extrême qui s'est emparée du mot pour décrire, selon leur analyse, une France fracturée au bord de la guerre civile, établissant un lien direct entre «*ensauvagement*» et immigration, «*dé-civilisation*», «*zones de non-France*» et délinquance. Marion Maréchal ex-Le Pen explicitait le 25 août, sur Twitter, sa vision de l'«*ensauvagement*», «*le résultat de trois phénomènes*», selon elle: «*L'immigra-*

*tion, la culture de l'excuse et l'effondrement de la chaîne pénale.*»

«*Je ne sais pas si on peut parler de victoire de la droite radicale par le glissement d'un mot d'une bouche à l'autre, mais le politique souhaite imposer ses mots, ses idées, analyse Michelle Lecolle. La banalisation de certains de ces concepts peut donc inquiéter, car lorsque l'on choisit des termes aussi chargés que cela, on ne se contente pas de refléter une réalité, on influe dessus.*» User de certaines expressions orienterait déjà le débat sécuritaire dans l'opinion publique.

Vendredi, devant la presse, Emmanuel Macron n'a pas voulu reprendre ce terme, préférant parler «*d'une banalisation de la violence*». Le premier ministre, Jean Castex, a, lui, balayé la question, soulignant que «*la question n'est pas les mots qu'on emploie pour qualifier le phénomène, mais les actions que l'on met et que l'on va*

*mettre en place pour y faire face*».

Le spécialiste de l'extrême droite, Jean-Yves Camus, acquiesce. D'après lui, le problème réside moins dans le vocabulaire que dans «*la prolifération de slogans martiaux venant du ministère de l'intérieur affirmant qu'il va punir. Si ça s'étiole derrière, comme à l'épisode du Kärcher de Sarkozy [en 2005], il se produira ce que Marine Le Pen escompte.*» A savoir la perte de confiance d'une partie de l'électorat, notamment de droite, dans la politique du gouvernement en matière de sécurité.

Dès le 25 juillet, sur Twitter, Marine Le Pen suggérait d'ailleurs «*vivement*» au ministre de l'intérieur «*de ne pas se contenter, comme ses prédécesseurs, de reprendre nos constats, mais plutôt de mettre en place nos solutions.*» Avec, encore, le même mot-clé en conclusion de son message: «*#ensauvagement*». ■

LUCIE SOULLIER